

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT

Z.I. de Malvesi - Route de Moussan
CS 10222
11100 Narbonne

Références : 2026-028
Code AIOT : 0006600247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT implanté ROUTE DE MALVEZY ZI DE MALVEZY 11100 Narbonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'évènement climatique ayant débuté le 17/01/26, manifesté par de fortes pluies, et de son impact sur le site. En effet, entre le 17 et le 22 janvier, le site Orano Malvesi a connu un fort épisode pluvieux avec 276 mm de précipitations enregistrées à Narbonne. Lors du week-end du 25/26 janvier, plus de 40 mm de précipitations ont également été mesurées lors d'un nouvel épisode pluvieux.

La visite avait notamment pour objectif de considérer, sur le terrain, les actions mises en œuvre par l'exploitant vis à vis de cet évènement climatique ainsi que de contrôler l'application de l'arrêté d'urgence en date du 20/01/26.

Historique des faits :

- le 18 janvier 2026, à 2h30, l'exploitant Orano a contacté l'astreinte DREAL afin de l'informer que son site de Narbonne procédait depuis 2h15 à un rejet direct de ses eaux pluviales. L'exploitant a ainsi indiqué que cette situation était causée par "les fortes intempéries que le territoire subit depuis 12h et l'atteinte des gardes des bassins d'orage sur la zone industrielle."

Orano a par ailleurs indiqué que des contrôles de ces rejets d'eaux pluviales étaient mis en œuvre, notamment par prise d'échantillons au niveau des bassins d'eaux pluviales ainsi qu'au niveau de "Tauran" (point de rejet des eaux pluviales du site).

Enfin, l'exploitant a précisé que concernant la zone "lagunes", avec les bassins d'entreposage des effluents de procédés du site, un état des lieux serait réalisé au lever du jour, afin d'éviter toute mise en danger du personnel dans un contexte de pluies importantes.

- le 19 janvier 2026, à 2h30, l'exploitant Orano a contacté l'astreinte DREAL afin de l'informer que :

--> La route D169 qui permet d'accéder au site d'Orano Malvézi avait été coupée en raison de forts écoulements sur la voie et l'exploitant avait fait évacuer une partie du personnel à partir de minuit et quart pour ne conserver que les 7 ESI (Équipiers de Seconde Intervention) prévus par leur arrêté préfectoral. Un état des stocks d'acide fluorhydrique et d'ammoniac a également été transmis.

--> Les opérations de rejets d'eaux pluviales décrites le 18/01 se poursuivaient telles que décrites et qu'à ce stade, aucun écart n'a été relevé vis-à-vis des paramètres de rejets sur la base de ces analyses rapides.

--> Un pompage et un transfert des fossés de colature vers le bassin de contrôle avait également été mis en place pour éviter le risque de débordement.

--> Le niveau du ruisseau TAURAN (ruisseau dans lequel sont rejetées les eaux pluviales) avait atteint l'arche du pont et qu'une hausse plus importante de son niveau pourrait entraîner des difficultés pour les rejets du site.

- le 19 janvier 2026 à 6h25, l'exploitant a déclenché son POI pour l'absence de possibilité de relever les équipes postées 5x8 engagées pour la surveillance des installations, en raison de la fermeture de la départementale D169.

- le 19 janvier 2026 à 9h30 l'exploitant a indiqué que, grâce au concours des moyens de l'État (pompiers, armée, gendarmerie) et en lien avec la Préfecture, une nouvelle équipe avait été acheminée sur le site afin de relever la précédente.

--> Concernant la zone "lagunes", certains bassins d'effluents procédés ont atteint ou dépassé leur hauteur de garde (fixée à 35 cm dans l'Arrêté Préfectoral du 08/11/2017), notamment B7/B8/B11 et CERS, des transferts inter bassins étaient donc en cours prévus ou mis en place pour redistribuer les niveaux entre bassins.

--> Une attention particulière était portée aux fossés de colature de la zone lagunes afin notamment d'éviter leur débordement vers l'environnement, avec la mise en place de moyens de pompage mobiles (transfert vers bassins d'eaux pluviales) et réflexion sur la construction d'un merlon afin

d'éviter un écoulement direct de la zone lagunaire vers Tauran et inversement (débordement de Tauran vers zone lagunaire).

- le 19 janvier à 16h35, l'exploitant a informé la DREAL que les premiers résultats en termes de rejets des eaux pluviales dépassaient des valeurs limites prescrites dans l'Arrêté préfectoral du site en ce qui concerne les flux journaliers de nitrates et d'uranium.

- le 19 janvier à 19h48, l'inspection des installations classées a proposé un arrêté de mesures d'urgences afin notamment :

--> d'assurer une surveillance renforcée des rejets des eaux pluviales, notamment sur les paramètres les plus représentatifs du site : Uranium, Nitrate, Ammonium et Fluor

--> d'assurer une surveillance renforcée des hauteurs d'eau dans les bassins d'effluents de procédés ainsi qu'un contrôle visuel de tout désordre sur leur digue et une expertise de leur stabilité ;

--> de transmettre, sous 1 mois maximum, un rapport d'accident/incident analysant l'évènement ;

--> de réaliser une évaluation de l'impact environnemental et sanitaire de l'évènement (état des lieux post accident).

Cet arrêté a été immédiatement signé et notifié à l'exploitant.

- Le 20 janvier à 18h, le POI du site a été levé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT
- ROUTE DE MALVEZY ZI DE MALVEZY 11100 Narbonne
- Code AIOT : 0006600247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ORANO exploite sur le site de Narbonne Malvézi une installation de conversion d'uranium naturel.

Cette activité relève de la réglementation ICPE et est encadrée et autorisée par arrêté préfectoral (n°DREAL-UID11-2017-077).

Compte tenu de la nature des substances et des quantités susceptibles d'être présentes sur le site, cet établissement est classé SEVESO seuil haut, par dépassement de la rubrique ICPE n° 4110-3.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance renforcée des rejets d'eaux pluviales	AP de Mesures d'Urgence du 20/01/2026, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 jours
2	Surveillance renforcée des bassins d'entreposage des effluents procédés	AP de Mesures d'Urgence du 20/01/2026, article 3	Prescriptions complémentaires	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée et réactive qui a eu lieu le 22 janvier 2026 était destinée, d'une part à faire le point sur les actions mises en œuvre par l'exploitant depuis le 17 janvier dernier (date du début de l'épisode pluvieux intense) et, d'autre part à faire un état des lieux sur le suivi des mesures d'urgences prescrites par l'APMU (Arrêté Préfectoral de Mesures d'Urgence) en date du 20 janvier 2026, notamment dans ses articles 2 et 3 liés à la mise en œuvre d'une surveillance renforcée concernant :

- les rejets d'eaux pluviales directement au milieu naturel ;
- les niveaux des bassins d'entreposage des effluents de procédés.

(les délais associés aux articles 4 et 5 de l'arrêté d'urgence n'étant pas échus, ils n'ont pas été abordés durant la visite)

Concernant les rejets d'eaux pluviales directement au milieu naturel : l'inspection relève que le suivi mis en place et réalisé par Orano respecte les dispositions de l'article 2 de l'arrêté d'urgence. Des compléments et précisions sont toutefois attendus tels que précisés dans le rapport.

Concernant les bassins d'entreposage des effluents de procédés : l'inspection relève que le suivi mis en place et réalisé par Orano respecte les dispositions de l'article 3 de l'arrêté d'urgence.

Toutefois, si l'inspection prend acte de la décision de l'exploitant de maintenir le site à l'arrêt, elle relève également que la situation actuelle de la zone lagunes (indisponibilité du bassin B9, hauteur d'effluents contenus dans les bassins proche de la hauteur de garde limite fixée à 35cm sur de nombreux ouvrages,...) nécessite de prendre des dispositions complémentaires. A ce titre, l'inspection propose à M. le Préfet de prendre un arrêté préfectoral complémentaire afin de solliciter auprès de l'exploitant les éléments suivants organisés selon trois axes :

1/ sous un délai court de 7 jours : l'exploitant proposera la mise en place de dispositions d'urgence pour sécuriser l'entreposage des effluents de procédés et limiter l'impact des risques des pluies de fin d'hiver/printemps mais également d'automne ;

2/ sous un délai moyen de 6 mois : l'exploitant transmettra une mise à jour de son étude de danger sur la partie "risque naturel", notamment vis à vis des risques pluviométriques, inondations et stabilité des ouvrages et en prenant en compte ce récent évènement ;

3/ sous un délai plus long de 12 mois : l'exploitant transmettra une étude technico-économique présentant les différentes voies envisagées pour réduire et traiter l'entreposage des effluents de procédés sur son site, ainsi que le calendrier de mise en œuvre associé. En suivant, l'inspection pourra utilement proposer des prescriptions adaptées.

Un arrêté préfectoral complémentaire fixant ces dispositions est donc proposé en ce sens avec le rapport d'inspection.

Enfin, l'inspection a également été informée d'un rejet accidentel d'effluents de procédés ayant eu lieu le 21/01 et dû à deux fuites successives sur une canalisation de transfert d'effluents du bassin B7 vers le bassin B10. A ce titre, l'inspection demande à l'exploitant :

- sous 5 jours : de caractériser son rejet accidentel, notamment et à minima la durée du rejet, la quantification de ce dernier (volume rejeté) et la qualification des effluents (marquage chimique et radiologique), et de transmettre ces informations à l'inspection ;
- sous 5 jours, et sans attendre la transmission du rapport d'accident, de transmettre les mesures définies et mises en place sur le site permettant de prévenir un évènement similaire ;
- sous 1 mois après la notification de l'arrêté de mesures d'urgence : d'établir l'impact environnemental et sanitaire spécifique à ce rejet et de le transmettre à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance renforcée des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 20/01/2026, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des rejets d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : Durant toute la période de l'évènement pluvieux et jusqu'au retour à la normale, l'exploitant définit et met en œuvre une surveillance renforcée de ses rejets d'eaux pluviales au milieu naturel. Cette surveillance doit notamment prendre en compte les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• une identification du (ou des) point(s) de rejet(s) doit être clairement réalisée ;• une méthodologie de prélèvements et d'analyses est définie par l'exploitant et transmise pour information à l'inspection des installations classées ;• la qualité des eaux rejetées est contrôlée, notamment par le biais de mesures de concentrations des paramètres Uranium (U), Nitrate (NO3), Fluor (F) et Ammonium (NH4) <i>a minima</i>. Une estimation en terme de flux (kg/jour) est également réalisée. En fonction de l'évolution de la situation, d'autres paramètres peuvent être intégrés, sur demande de l'inspection ou initiative de l'exploitant ;• l'exploitant met en œuvre les moyens pour assurer ces contrôles à une fréquence de 4 prélèvements/jour <i>a minima</i>. Cette fréquence peut être revue en fonction de l'accessibilité

de la zone, de la disponibilité des appareils de mesures,...

- une évaluation de la quantité des rejets : par jour, et au global, est réalisée.

Les éléments et résultats d'analyses mentionnés à cet article ainsi que leur interprétation sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées et au plus tard sous 7 jours.

Constats :

Le contexte de la visite ainsi que le rappel historique des faits est présenté en introduction de ce rapport.

Visite du 22 janvier 2026

L'inspection s'est déroulée en salle, sur la base des documents présentés par l'exploitant puis s'est poursuivie sur le terrain, côté "lagunes".

En salle, l'inspection a fait le point sur la transmission de la surveillance renforcée "Eaux Pluviales" :

- cette surveillance fait l'envoi de relevés quotidiens transmis à l'inspection (les résultats transmis sont généralement ceux de l'avant veille) ;
- cette surveillance est basée sur les 4 paramètres visés dans l'arrêté d'urgence et établit des concentrations et des flux quotidiens pour ces derniers ;
- à la date de la visite (22/01), les paramètres suivants sont en dépassement vis-à-vis des Valeurs Limites d'Émissions (VLE) fixées aux rejets d'eaux pluviales site (valeurs du 22/01) :
 - Uranium : flux d'Uranium à 1,5 kg/jour pour une limite fixée à 1 (concentration < à la VLE) ;
 - Fluor : pas de dépassement pour le flux et la concentration ;
 - Ammonium : flux d'ammonium à 60,9 kg/jour pour une limite fixée à 12 (concentration < à la VLE) ;
 - Nitrate : flux de nitrate à 810,4 kg/jour pour une limite fixée à 200 (concentration < à la VLE)

Il est toutefois utile de noter que les VLE des émissions aqueuses du site et associées aux rejets d'eaux pluviales ont été révisés à la baisse en 2025, les valeurs de rejets de la journée du 22/01 détaillées ci-dessus étaient conformes aux VLE avant les modifications de 2025 pour les 4 paramètres cités (en flux et en concentration).

L'inspection relève que le suivi mis en place et réalisé par Orano respecte les dispositions de l'article 2 de l'arrêté d'urgence.

L'exploitant a décrit à l'inspection la procédure de suivi et d'analyses mise en place (procédure écrite réalisée par l'exploitant) concernant les rejets d'eaux pluviales effectués depuis les trois points de départ de ces rejets sur l'ensemble du site :

- point de mesure au niveau de l'ouvrage de répartition (sur-verse) : prélèvement manuel

instantané

- point de mesure au niveau de la cuve de contrôle du rejet unique : prélèvement automatique 24h
- point de mesure au niveau du bassin de contrôle (sur-verse) : prélèvement automatique 24h

Lors de la visite du site, l'inspection s'est rendue au niveau du bassin de contrôle ainsi que de la cuve de contrôle du rejet unique du site. Les préleveurs automatiques étaient en place et ont été identifiés par l'exploitant.

Le prélèvement manuel qui a lieu au niveau de l'ouvrage de répartition (via canne télescopique) est mis en œuvre 4 fois par jours pour répondre à la fréquence de mesure de l'arrêté d'urgence - l'inspection n'a pas assisté à ces prélèvements.

Par ailleurs, il est également utile de relever que l'ouvrage de traitement des eaux pluviales du site (osmose inverse) a toujours été en fonctionnement depuis le début de l'épisode pluvieux, ce qui permet de traiter une partie des rejets.

=> L'inspection demande à l'exploitant de préciser, dans le cadre de son rapport d'accident/incident, la proportion d'eau traitée rejetée par rapport au rejet global.

Enfin, au jour de la rédaction du rapport, soit le 29/01, le rejet direct des eaux pluviales est toujours en cours côté "usine", notamment via le forçage de la voie de secours par sur-verse depuis l'ouvrage de répartition. Toutefois les derniers résultats transmis en date du 26/01 montrent un retour des rejets d'eaux pluviales sous les VLE pour l'ensemble des 4 paramètres suivis (flux et concentration journaliers).

=> L'inspection demande à l'exploitant d'établir et de transmettre un global de suivi "cumulé" pour ces paramètres, en terme de flux et de concentration au moins tous les 15 jours.

Évènement du 21/01

Lors de la visite du site, l'exploitant a informé l'inspection d'un évènement survenu le 21/01 : alors que des tuyaux mobiles ont été placés entre les bassins B7 et B10 afin de permettre l'abaissement de la hauteur d'effluents stockés dans B7 vers B10 deux évènements successifs ont eu lieu :

--> un véhicule du gardiennage du site a roulé sur la canalisation de transfert B7 vers B10 lors de sa ronde de nuit ce qui a entraîné la fuite de ce dernier et donc l'envoi d'effluents procédés vers un fossé de colature de la zone. Le constat de cette fuite n'a été réalisé qu'après le lever du jour. Le tuyau endommagé a été changé.

--> plus tard dans la journée, le ravinement important des eaux de pluie sur le trajet de la canalisation a entraîné le désemmanchage d'une partie de la canalisation de transfert de B7 vers B10, créant là aussi une fuite des effluents procédés de B7 vers un fossé de colature de la zone.

L'ensemble des fossés de colature de la zone, du fait de l'épisode pluvieux intense, était pompé puis envoyé vers l'ouvrage nommé "bassin de contrôle" avant un rejet direct au milieu naturel. La surveillance (échantillonneur continu) mise en place au niveau du rejet au milieu naturel depuis le bassin de contrôle ayant mis en évidence une augmentation significative du paramètre Nitrate au cours de la journée, l'exploitant a alors réalisé un nouveau contrôle de ses installations et a identifié le désemmanchage de la canalisation de transfert B7 vers B10. Le raccord a ensuite été remplacé.

Le 21/01, les analyses de rejets du pluvial menées par l'exploitant montrent un dépassement plus important lié à cet évènement sur cette journée, notamment en terme de flux, pour l'ensemble des 4 paramètres surveillés :

- Uranium : flux d'Uranium à 3,8 kg/jour pour une limite fixée à 1 (concentration < à la VLE) ;
- Fluor : flux de fluor à 5,7 kg/jour pour une limite fixée à 5 kg/jour (concentration < à la VLE) ;
- Ammonium : flux d'ammonium à 114,7 kg/jour pour une limite fixée à 12 (concentration < à la VLE) ;
- Nitrate : flux de nitrate à 8200,5 kg/jour pour une limite fixée à 200 (concentration de 509,6 mg/l, supérieure à la VLE de 500 mg/l)

A date du rapport, l'exploitant n'a pas encore caractérisé son rejet accidentel d'effluents de procédés. A ce titre, l'inspection demande à l'exploitant :

- sous 5 jours de caractériser son rejet accidentel, notamment et à minima la durée du rejet, la quantification de ce dernier (volume rejeté) et la qualification des effluents (marque chimique et radiologique), et de transmettre ces informations à l'inspection ;
- sous 5 jours, et sans attendre la transmission du rapport d'accident, de transmettre les mesures définies et mises en place sur le site permettant de prévenir un évènement similaire ;
- sous 1 mois, d'établir l'impact environnemental et sanitaire de ce rejet et de le transmettre à l'inspection.

Écarts réglementaires constatés :

L'arrêté préfectoral d'autorisation du site en date du 08/11/2017, prévoit les prescriptions suivantes :

- le rejet d'effluents de procédés est interdit par l'arrêté préfectoral du site (article 4.3.3.1 - AP du 08/11/17)
- les eaux pluviales issues de la zone "installation" sont collectées dans les bassins d'orage, sont contrôlées et peuvent faire l'objet d'un rejet au milieu naturel sans traitement préalable, dans le cas où ces dernières satisfont aux VLE associées en terme de concentration et de flux (article 4.3.3.4.1- AP du 08/11/17)
- les eaux pluviales issues de la zone "lagunes" doivent être collectées puis dirigées vers une station de traitement pour épuration avant rejet au milieu naturel (article 4.3.3.4.1- AP du 08/11/17)

- Concernant les rejets d'effluents de procédés ayant eu lieu le 21/01

L'inspection constate que la prescription règlementaire fixée à l'article 4.3.3.1 de l'Arrêté Préfectoral du 08/11/2017 n'a pas été respectée et qu'à deux reprises, le 21/01, des effluents de procédés issus du bassin B7 ont été dirigés vers le milieu naturel du fait de problème sur la tuyauterie mise en place. La caractérisation de ce rejet (durée, volume, qualités physico-chimiques ...) ainsi que l'analyse de son impact environnemental et sanitaire sont attendus sous les délais pré-cités.

Des suites pénales sont susceptibles d'être engagées pour le non respect de cette prescription.

- Concernant les rejets direct d'eaux pluviales ayant eu lieu depuis le 18/01

L'inspection note que des échantillons et analyses ont été mis en place par l'exploitant dès la décision de rejet direct de ces eaux. Par ailleurs, la décision de rejet direct de ces eaux pluviales a été justifiée par l'exploitant dans une situation de crise où la protection du site (Seveso seuil haut), partie usine et partie lagunes, a prévalu.

L'arrêté d'urgence permettant d'encadrer le suivi de ces rejets, et ce jusqu'au retour à la normale au niveau de la gestion des eaux pluviales, fait par ailleurs l'objet d'un suivi rigoureux par l'exploitant.

Dans ce cadre, et à ce stade, il n'est pas proposé de prendre un arrêté de mise en demeure.

Ces éléments seront portés à la connaissance du parquet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 jours

N° 2 : Surveillance renforcée des bassins d'entreposage des effluents procédés

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 20/01/2026, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance renforcée des bassins d'entreposage des effluents procédés

Prescription contrôlée :

Durant toute la période de l'évènement et jusqu'au retour à la normale, l'exploitant définit et met en œuvre une surveillance renforcée des bassins d'entreposage des effluents procédés de son site.

Cette surveillance doit notamment être réalisée sur la base de 3 passages par jour et prendre en compte les éléments suivants :

- la hauteur de garde de chacun de ces bassins, fixée à l'article 5.1.5.7.7 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2017, soit 0,35 m, fait l'objet d'un suivi particulier;
- l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer du maintien de l'intégrité et de l'étanchéité de ces bassins et s'assure notamment de l'absence de désordre visuel apparent sur ces ouvrages ;

Les éléments de suivis mentionnés à cet article sont communiqués quotidiennement à l'inspection des installations classées.

A l'issue de l'évènement, et si nécessaire, une étude de la stabilité géotechnique de l'ensemble des ouvrages de type bassins d'effluents est réalisée par l'exploitant.

Constats :

Le contexte de la visite ainsi que le rappel historique des faits est présenté en introduction de ce rapport.

Visite du 22 janvier 2026

L'inspection inopinée et réactive qui a eu lieu le 22 janvier 2026 était destinée, d'une part à faire le point sur les actions mises en œuvre par l'exploitant depuis le 17 janvier dernier (date du début de l'épisode pluvieux intense) et, d'autre part à faire un état des lieux sur le suivi des mesures d'urgence prescrites par l'APMU en date du 20 janvier 2026.

L'inspection s'est déroulée en salle, sur la base des documents présentés par l'exploitant puis s'est poursuivie sur le terrain, côté "lagunes".

En salle, l'inspection fait le point sur la transmission de la surveillance renforcée "Bassins effluents de procédés" :

- l'exploitant réalise l'envoi de relevés quotidiens transmis à l'inspection (les résultats transmis sont ceux de la veille) ;
- cette surveillance est basée, d'une part sur les hauteurs de garde réglementaire que l'exploitant se doit de maintenir dans ses bassins, à savoir 35 cm et, d'autre part, sur le maintien de l'intégrité et de l'étanchéité des bassins ainsi que de l'absence de désordre visuel apparent sur ces ouvrages ;
- à la date de la visite (22/01), le suivi indique les éléments suivants :
 - l'ensemble des bassins du site respecte la hauteur de garde de 35 cm sauf le bassin B11 qui dispose d'une garde de 34 cm.
 - Aucun constat de désordre visuel majeur n'est signalé.
- au jour de la rédaction du rapport, soit le 29/01, l'inspection relève, à partir des relevés effectués par l'exploitant, que les hauteurs de garde réglementaires sont toutes supérieures ou égale à la limite de 35 cm depuis le 23 janvier.
- par ailleurs, conformément à l'arrêté d'urgence, le tableau de suivi réalisé par l'exploitant contient une partie réservée aux constats visuels et commentaires associés. A leur lecture, l'inspection relève notamment le passage du bureau d'étude expert Tractebel en date du 20 janvier sur le site. Dans l'attente du rapport officiel de ce bureau d'étude, les premiers éléments transmis par Tractebel ne relèvent pas de défaut majeur de stabilité sur le site. Quelques commentaires sont toutefois apportés sur des points spécifiques de désordres sur les ouvrages et notamment l'interdigue B7/ B8 : *"Un tronçon de digue situé à la jonction entre B7 et B8 est vu totalement saturé et légèrement déformé sur une dizaine de mètres ; les matériaux constitutifs de la digue apparaissent sur cette portion plus limoneux et lâches. Compte tenu de la géométrie de l'ouvrage (longueur concernée réduite, faible hauteur, largeur importante dans cette zone) un affaissement pouvant entraîner une libération d'eau semble exclu. Le désordre reste localisé et pourra faire l'objet d'un renforcement par ajout d'un géotextile et d'enrochements sur le talus aval, qui auront également l'intérêt de protéger le talus des phénomènes d'érosion externe"*. L'exploitant Orano a pris en compte la recommandation de l'expert et a indiqué que des devis étaient déjà lancés pour la

réalisation des travaux.

=> l'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport d'expertise Tractebel dès réception.

L'inspection s'est également rendue sur site, côté zone lagunes et a pu assister à une partie de la ronde assurée sur les bassins et notamment aux relevés des hauteurs de garde (via échelle déportée). Le fichier de suivi mis en place par l'exploitant pour réaliser ces mesures (3/jour) a également été présenté à l'inspection.

Dans ce cadre, l'inspection relève que le suivi réalisé par Orano respecte les dispositions de l'article 3 de l'arrêté d'urgence.

Par ailleurs, la Direction du site a indiqué que par "*anticipation de nouveaux épisodes pluvieux au cours des prochaines semaines et alors qu'un des bassins est actuellement en travaux*", elle a pris la décision, par mesure de précaution, de ne pas redémarrer la production.

L'inspection prend acte de la décision de l'exploitant de maintenir le site à l'arrêt. Par ailleurs, l'inspection relève également que la situation actuelle de la zone lagunes (indisponibilité du bassin B9, hauteur d'effluents contenus dans les bassins proche de la hauteur de garde limite fixée à 35cm sur de nombreux ouvrages,...) nécessite de prendre des dispositions complémentaires.

L'inspection propose à ce titre à M. le Préfet de prendre un arrêté préfectoral complémentaire afin de solliciter auprès de l'exploitant les éléments suivants organisés selon trois axes :

1/ sous un délai court de 7 jours : l'exploitant proposera la mise en place de dispositions d'urgence pour sécuriser l'entreposage des effluents de procédés et limiter l'impact des risques des pluies de fin d'hiver/printemps mais également d'automne ;

2/ sous un délai moyen de 6 mois : l'exploitant transmettra une mise à jour de son étude de danger sur la partie "risque naturel", notamment vis à vis des risques pluviométriques, inondations et stabilité des ouvrages (l'ensemble des bassins d'évaporation et d'entreposage d'effluents de procédés et leurs digues) et en prenant en compte ce récent évènement (évènement pluvieux de janvier 2026);

3/ sous un délai plus long de 12 mois : l'exploitant transmettra une étude technico-économique présentant les différentes voies envisagées pour réduire l'entreposage des effluents de procédés sur son site, ainsi que la stratégie retenue et le calendrier de mise en œuvre associé. En suivant, l'inspection se réserve le droit de proposer la prescription de la mise en œuvre d'un (ou plusieurs) moyens proposés par l'exploitant ainsi que le calendrier associé par acte préfectoral.

Un arrêté préfectoral complémentaire fixant ces dispositions est donc proposé en ce sens avec le rapport d'inspection

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 7 jours